

Covid-19 Haute-Savoie : les Ehpad frappés par la fulgurance du virus

Le constat est sans appel. C'est à un virus beaucoup plus infectieux auquel doivent faire face aujourd'hui les personnels de santé. Avec en première ligne, les établissements pour les seniors qui paient déjà un lourd tribut. Plus que jamais, ils ont besoin de personnel.

Par **Krystel BABLÉE** - Le 03 novembre 2020 à 20:00 | mis à jour à 20:14 - Temps de lecture : 6 min

| | Vu 7016 fois

« Au bord du chaos. Démunis. Pas d'issue ». C'est un véritable cri de désespoir que poussent les directeurs d'Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), relayé par Éric Lacoudre, correspondant départemental de l'ADPA (Association des directeurs au service des personnes âgées).

La deuxième vague de confinement vient tout juste d'être entérinée que les Ehpad sont déjà au bord de l'explosion. Jugez-en plutôt. 79 cas de résidents testés positifs à la Covid-19 sur les 185 que compte l'Ehpad de la Fondation du Parmelan à Annecy et 10 décès à déplorer. À Saint-François, à Annecy, c'est 66 résidents positifs sur 75 et huit personnes décédées.

À l'Esis (Espace santé innovation du Semnoz, soit l'ancienne Tonnelle), à Seynod, il y a eu onze cas sur 27 lits en soins de suite et de réadaptation (SSR) gériatriques et 4 cas sur 52 résidents en Unité de soins longue durée (USLD). Enfin, à l'Ehpad Baudelaire de Saint-Julien, 23 résidents ont été atteints par le virus sur 64.

« Ce qui marque dans cette deuxième vague, c'est le caractère fulgurant du virus ; il se répand à une telle vitesse... », souffle Stéphane Richard. Le directeur de l'Ehpad de la Fondation du Parmelan, qui s'est mis lui-même à l'isolement après des pics de fièvre et une mauvaise toux, relève aussi la force de frappe du virus. « Les personnes touchées n'étaient pas les plus vulnérables, et il n'a fallu que quelques heures pour que leur état général se dégrade ».

À Thonon, cinq décès et 86 cas positifs dans un Ehpad

“Tous les soignants sont positifs à la Covid, il n'y a plus qu'un soignant sur l'établissement.” L'appel émane d'une agence intérimaire spécialisée dans le secteur médical et date du 28 octobre. Il visait l'Ehpad privé L'Esconda, basé à Thonon-les-Bains. Six jours plus tard, le service communication du groupe Korian se veut rassurant : « Oui, il y a bien eu 37 salariés testés positifs, mais 12 sont d'ores et déjà guéris et ont repris leur fonction. Et surtout, l'équipe a été renforcée et est au complet ».

Depuis le début de cette deuxième vague de la pandémie, cinq décès sont recensés parmi les 84 résidents. 49 d'entre eux sont positifs.

■ Grande fatigue physique et nerveuse du personnel

Si pour l'instant, l'Ehpad de Cervens, dans le Chablais, est relativement épargné, son directeur Eric Lacoudre sait que les cinq lits de l'unité Covid seront bien insuffisants à court terme. [Il reste encore très marqué par la première vague qui avait violemment frappé l'établissement de Sillingy \(fermé pour travaux depuis le 10 août dernier, après un incendie qui a ravagé la toiture de l'établissement\)](#)(*), faisant 19 morts.

(*) Le temps des travaux est estimé entre 7 et 8 mois. Les 78 résidents sont accueillis dans 21 Ehpad de la région, et le personnel sur 4 Ehpad du CIAS d'Annecy.

Encore plus que l'agressivité du virus, Éric Lacoudre est très inquiet par la grande fatigue physique et nerveuse du personnel. « C'est simple : depuis le premier confinement, il n'a eu aucun répit. Car entre les deux vagues, il a fallu gérer la canicule, avec les absences de personnel pour maladies et congés bien mérités », dit-il. En sachant que ce secteur est déjà en tension depuis des années, [le directeur des établissements de Sillingy et de Cervens est monté souvent au créneau pour alerter sur la pénurie de personnel](#), au point de déployer des banderoles sur les ronds-points et de recruter sur les réseaux sociaux.

Région : 300 professionnels en renfort des soignants

L'information est tombée mardi 3 novembre en fin d'après-midi. Au regard du contexte sanitaire exceptionnel, l'ARS (Agence régionale de santé) et la Région Auvergne-Rhône-Alpes ont décidé de suspendre les formations des infirmiers de bloc opératoire, des infirmiers-anesthésistes, des cadres de santé et des puéricultrices pour une période de deux mois, du 2 novembre au 31 décembre, afin que les professionnels actuellement en formation puissent venir renforcer les équipes soignantes.

À l'échelle de la région, ce sont environ 300 professionnels qui pourront apporter leur soutien aux soignants dans les prochains jours.

Pour rappel, 151 signalements dans les établissements sociaux et médico-sociaux avaient été rapportés à l'ARS, entre le 1er mars et le 26 octobre 2020, pour l'Ain, dont 23 la semaine du 19 au 26 octobre, 575 cas confirmés parmi les résidents et 334 parmi le personnel, et 100 décès de résidents en l'établissement.

Pour la Haute-Savoie, ce sont 188 signalements, dont 48 la semaine précédente, 700 cas confirmés chez les résidents et 663 chez le personnel, et 160 décès de résidents en l'établissement.

« Nos procédures sont dégradées »

« Cette pénurie a des conséquences dramatiques sur les actes de soin. Nos procédures sont dégradées », confirme Stéphane Richard, en écho à la « tristesse et la frustration des équipes à ne pas pouvoir faire plus ». À tel point qu'il n'a pas hésité à faire appel aux familles pour les aider à la prise des repas de leur parent. Au total, 14 ont répondu par la positive sur 185 résidents. « C'est aussi ça la réalité du terrain », dit-il, même s'il comprend l'inquiétude des parents, souvent eux-mêmes âgés, de s'exposer au risque d'être contaminé. À défaut de réserve sanitaire, l'ARS (Agence régionale de Santé) a mis Pôle Emploi dans la boucle. « Il nous faut d'urgence des infirmières, des aides-soignants et des infirmiers, actifs ou retraités » appelle-t-il de tous ses vœux. Et vite...

Le Département veut mobiliser large

La situation critique des établissements recevant des publics fragiles, comme les Ehpad, a poussé le Département à réagir. Il a annoncé plusieurs mesures ce mardi 3 novembre. Il va mettre en place des dispositifs pour inciter les personnes en recherche d'emploi, ou disponibles momentanément à cause du confinement, à prêter main-forte aux établissements dans le besoin (entretien, service à la personne, cuisine, administration, logistique etc.)

Bénéficiaires du RSA, étudiants...

En contrepartie, le conseil départemental informe qu'il attribuera des aides complémentaires aux salaires versés par les établissements. Ainsi les bénéficiaires du RSA recrutés verront leur allocation maintenue. Les étudiants, dont les écoles sont fermées, seront encouragés à s'engager via une bourse délivrée par le Département, dont le montant sera délibéré lors de la prochaine commission permanente.

D'autres publics seront également incités à se mobiliser en lien avec les compétences du Département, notamment les jeunes majeurs anciens Mineurs non accompagnés ou sortants de l'Aide sociale à l'enfance en formation dans les métiers des services d'aide à la personne. Les agents du Département (agents des collèges, personnels médico-sociaux...) seront également incités au volontariat via une prime de sujétion, dont le montant sera prochainement délibéré.

Au CIAS d'Annecy, la cellule de crise réactivée et doublée

Au CIAS (Centre intercommunal d'action sociale) du Grand Annecy, qui gère pas moins de onze établissements, on confirme la fulgurance du virus. « Malgré toutes les précautions prises dès qu'une personne est testée positive, la contagion se répand rapidement chez les résidents et, fait nouveau, dans les rangs des personnels », confirme Isabelle Croset, directrice générale du CIAS.



Le CIAS du Grand Annecy gère 11 établissements. Archives photo Le DL /M.R.

À ce jour, 65 résidents sur 600 ont été testés positifs à la Covid-19, et six décès sont à déplorer, trois à l'Ehpad des Vergers et trois aux Parouses.

La cellule de crise, qui était en veille depuis le déconfinement, a été réactivée et doublée : deux points hebdomadaires avec les médecins, cadres de santé, responsables des services hôteliers, de l'animation, les élus intervenant en gérontologie... ont désormais lieu.

« Nous allons aussi faire appel au volet de bénévoles qui avaient proposé spontanément leurs services lors de la première vague. Par anticipation, nous allons évaluer nos besoins et former ces bénévoles », ajoute-t-elle.